100 MESURES SOCIOÉCONOMIQUES CONCRÈTES EN MATURATION

L'initiative Nabni développe la participation citoyenne

Encouragée par la participation citoyenne, l'initiative Nabni (Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées) poursuit la maturation de 100 mesures socioéconomiques concrètes, rendues publiques d'ici le 5 juillet 2011.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le Changement en Algérie, une utopie ? Non, des Algériens qui ont initié le groupe Nabni (Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées) en sont persuadés. Pour ces Algériens, le changement est possible, faisable tant sur le court terme (à l'horizon 2012) qu'à moyen et long terme (2020) et alors que l'Algérie célébrera l'année prochaine le cinquantenaire de l'indépendance nationale. Lancée voilà quatre semaines par quelques économistes et consultants indépendants, cette initiative s'élargit déjà à une trentaine de membres adhérents d'horizons divers. Ainsi, l'engouement est avéré pour cette initiative, notamment à travers les 44 000 visites de son site web nabni2012.org, avec une moyenne de 1 830 visites quotidiennes, sans compter les visites aux sites nabni.org et nabni2020.org. Voire près de 200 demandes d'adhésion ont été reçues ainsi que plus de 400 emails, dont 150 proposant des mesures et seulement 14 emails critiques, hostiles ou sceptiques. En outre, la page Facebook «Nabni 2012» a été visitée plus de 56 000 fois, faisant l'objet de plus de 1 000 commentaires.

D'origine citoyenne, une trentaine de mesures socioéconomiques concrètes, utiles et prioritaires, visant à améliorer le quotidien des Algériens, ont été proposées, sériées et diffusées.

Parmi ces propositions, la réduction d'au moins 20% des contraintes bureaucratiques, la revalorisation de la bourse d'étudiant, la libéralisation du marché des changes, la réduction du service national à 12 mois ainsi que l'élimination du passage à l'Anem pour toute embauche qui ne bénéficie pas d'avantage particulier… Dès le 5 juillet 2011, une centaine de mesures réalistes et de court terme auront été maturées et rendues publiques. Liées à un échéancier de 12 mois et ouvertes à tout type d'appropriation, ces mesures nécessitent, néanmoins, une organisation spécifique. Et des citoyens invités également à participer au projet Nabni 2020, des mesures plus stratégiques, davantage profondes et visant à combler le déficit de visibilité et lisibilité. Il s'agira de proposer, dès cet été et jusqu'au 5 juillet 2012, des visions de l'Algérie à l'horizon 2020 dans 8 domaines clés (diversification de l'économie et de l'emploi, la justice, l'éducation, la protection sociale, la santé publique, la ville et l'urbanisme, la décentralisation et la déconcentration ainsi que la culture). Cela même si les adhérents de Nabni, une initiative affirmée non partisane, refusent de se placer sur le terrain de «la politique» et de lier cet agenda à celui annoncé de réformes politiques et institutionnelles. Pour Nabni, il s'agit davantage de développer la participation citoyenne à la quête de changement, stimuler le débat contradictoire, tenter de convaincre, mais agir.

C. B.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE MOHAMED GHARBI

Le collectif LMG interpelle encore une fois le ministre de la Justice

Le collectif «Libérez Mohamed Gharbi» (LMG) lance un énième appel au ministre de la Justice lui demandant d'intervenir pour la libération de Mohamed Gharbi avant que son état de santé ne se détériore davantage. Il rappellera l'urgence du retour du moudjahid et patriote parmi les siens.

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Mobilisé plus que jamais pour la libération de Mohamed Gharbi, le collectif LMG ne baisse pas les bras en dépit du fait que ses maintes actions soient restées vaines à ce jour. La dernière action entreprise en direction du ministère de la Justice concerne le dépôt en date du 20 avril dernier d'une lettre adressée au ministre du secteur transmise par voie postale. «Nous voulions à travers cette missive connaître les raisons du retard de communication de la décision de libération conditionnelle par le ministre de la Justice et demander, encore une fois, le traitement de ce dossier permettant à Monsieur Gharbi de recouvrer sa liberté et de rejoindre sa famille après plus de 10 ans d'emprisonnement», a déclaré le collectif LMG. Ils rappelleront qu'ils restent «mobilisés et engagés jusqu'à la libération de Mohamed Gharbi, qui n'a fait que servir son pays et répondre à l'appel de la République pour défendre le peuple et le drapeau algériens toute sa vie». Le collectif explique aussi que la grâce présidentielle accordée à Mohamed Gharbi par le président de la République le 1er décembre 2010, commuant ainsi la peine à 20 ans de prison, a permis le dépôt en février 2011, au niveau de la cour de Khenchela, par l'avocat de M. Gharbi, d'une demande de libération conditionnelle.

Le collectif rappelle également que le délai d'un mois accordé pour chaque commission, celle relative à l'application des peines et celle de l'aménagement des peines, est largement dépassé sans qu'il y ait eu de réponse de la part du département de la justice.

Le collectif, qui précise qu'il a été accusé réception à sa lettre destinée à connaître les raisons du retard dans la prise de décision de la part du ministère de la Justice, déclare qu'il poursuivra ses actions pour la libération du moudjahid.

F.-Z. B.

Photo : DR.

Mohamed Gharbi.

ATTENTAT TERRORISTE DE BAGHLIA

La victime n'était pas journaliste

Contrairement à ce qui avait été annoncé ce samedi par les médias, le malheureux citoyen qui a été lâchement assassiné vendredi après-midi au village de Bouarous, dans la commune de Baghlia (est de la wilaya de Boumerdès), n'était pas journaliste. Plusieurs sources fiables de Baghlia, que nous avions questionnées au sujet de ce drame, se disaient surprises par cette information impliquant un journaliste. Par contre, nos sources, des personnalités de premier plan dans cette localité, nous ont dit que la victime de ce meurtre, N. Rabah, 45 ans, avait pour ami d'enfance un journaliste, sans donner toutefois plus de précisions. Par ailleurs ceux qui ont donné cette information ne précisaient pas le média qui, éventuellement, employait N. Rabah. Ce dernier, âgé de 45 ans, était agent de la SNTA, précisent nos sources. Il s'est remarié il y a moins de 2 mois. Il a été tué dans son village alors qu'il revenait de la ville de Laâziv où il avait accompli la prière du vendredi. Deux individus l'attendaient, disent nos sources, à la sortie de l'épicerie du village où il avait fait quelques achats avant de regagner son domicile. Ses assassins lui ont tiré une balle dans le cou et une seconde à la tête. Le malheureux a rapidement perdu l'âme. Ce crime, qui survient dans une région encore infestée de terroristes, est imputé aux éléments de l'une des deux seriates de la katibat el ansar affiliée à Aqmi et qui écument la région de Baghlia et la plaine du bas Sebaou.

Abachi L.

BOGHNI

Explosion d'une bombe artisanale : deux citoyens blessés

Deux citoyens ont été blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale actionnée à distance à Boghni (sud de Tizi-Ouzou), dans la journée d'hier vers 16 h, avons-nous appris d'une source locale. La bombe, qui a été dissimulée au bord de la chaussée, ciblait une patrouille de la BMPJ.

S. A. M.

MEETING INTER-WILAYAS À BOUIRA

«Agir ensemble pour réussir un changement radical»

C'est en présence d'une dizaine de délégués de l'inter-wilayas venus d'Alger, de Tizi-Ouzou, de Béjaïa et même de Ouargla, représentée par le coordinateur national pour la défense des droits des chômeurs, Tahar Belabbès, qu'un meeting a été organisé hier à Bouira.

Ainsi, devant des centaines de citoyens, des figures de proue du mouvement citoyen se sont succédé à la tribune au niveau de la place des Martyrs pour fustiger le pouvoir et ses valets.

Depuis Djamel Yahiaoui de la CCWB en passant par Khoudir Bennouaret, Djoudi Hammouche, de la CICB, ou encore Hamid d'Alger, et enfin Belaïd Abrika de la CADC, ainsi que Tahar Belabbès, qui a parlé en tant que coordinateur de l'Association nationale pour la défense des droits des chômeurs, tous les intervenants étaient unanimes à dire que le changement ne pourra venir ni du pouvoir ni des organisations classiques existantes mais bel et bien de la rue grâce à la mobilisation de la jeunesse et de tout le peuple autour d'un seul point d'ordre, à savoir le départ du système et de tous ceux qui l'incarnent. Tahar Belabbès, dont l'intervention a été largement appréciée, fera remarquer à tous ceux qui taxent les jeunes du Sud de vouloir s'accaparer à eux seuls les travaux dans les firmes pétrolières du Sahara, que son association ne réclame rien moins qu'un travail décent pour tous les chômeurs d'Algérie et que la création de cette association est faite justement pour faire entendre la voix des chômeurs, pour que les pouvoirs publics prennent en considération cette association porte-voix des chômeurs dans toute décision visant à trouver des solutions pour le règlement de la question du chômage en Algérie afin que plus jamais un jeune à la fleur de l'âge ne se donne la mort ni ne s'aventure dans des entreprises mortelles en se jetant à la mer. Pour sa part, Belaïd Abrika, qui fera un long réquisitoire du pouvoir actuel, «corrompu et corrupteur, mafieux et assassin», qui a toujours affectionné la devise «diviser pour régner», dira que le véritable changement ne pourra jamais émaner de l'intérieur de ce pouvoir, allusion faite aux récentes réformes engagées par le président Bouteflika. Pour Abrika, le véritable changement ne pourra se faire qu'avec la conjugaison des efforts des citoyens de tout bord et d'une manière pacifique.

Y. Y.